MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 28 août au 7 septembre 2023

En bref

Au T2 2023, la région sud du Mexique a enregistré la plus forte croissance économique du pays, soutenue par le dynamisme de la construction. En variation annuelle, l'activité économique du sud du pays a crû de 6 %, contre 1,9 % dans le nord et 3,2 % au centre. Quant à la moyenne nationale, la hausse était de 3,6 % g.a. L'expansion du secteur de la construction dans le sud serait due à (i) une demande accrue de logements résidentiels dans le Quintana Roo et Oaxaca ainsi que (ii) la reprise de grands travaux publics dans la région tels que le train maya, l'aéroport de Tulum, le pont de la lagune de Nichupté et le corridor interocéanique.

LE CHIFFRE À RETENIR

6 %

Taux de croissance de la région Sud du Mexique au T2 2023 (en variation annuelle).

Zoom sur

Le Honduras et le Guatemala recensent les plus grandes populations d'enfants en situation d'extrême pauvreté du CA-4, d'après l'UNICEF et la Banque mondiale. Dans l'ensemble de la région, le nombre d'enfants vivant dans des foyers en situation d'extrême pauvreté est estimé à 1,3 M, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua et El Salvador comptabilisant respectivement 627 900, 600 600, 76 170 et 35 870 enfants pauvres. L'étude conjointe de l'Unicef et de la Banque mondiale souligne que (i) les effets de la crise de Covid-19 et (ii) du changement climatique ainsi que (iii) les chocs économiques ont entraîné une augmentation du nombre d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté

Mexique

1. ECONOMIE

Selon les données de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi), l'investissement en capital physique a augmenté de 17,9% g.a au cours du S1 2023, constituant le principal moteur de la croissance économique de ce semestre. Il s'agit de la plus forte hausse en variation annuelle depuis 1993 (corrigé de l'effet des variations saisonnières). Précisément, l'investissement public a enregistré une hausse de 15,7 % g.a entre janvier et juin, son premier chiffre positif pour la même période depuis 2018 et le plus élevé depuis 2008. Du côté de l'investissement privé, celui-ci a affiché une croissance plus prononcée, à 18,1% g.a, sa meilleure performance pour un premier semestre depuis 1998. Cette forte augmentation des flux d'investissements publics et privés serait due (i) à la reprise des mégaprojets du gouvernement fédéral, tels que le train maya et le corridor de l'isthme de Tehuantepec ; (ii) l'appréciation du peso ; (iii) et la vague de relocalisation (*nearshoring*) entrainant une augmentation des importations de biens d'équipement.

D'après l'Inegi, l'économie mexicaine continuerait de croître au cours du T3 2023, bien que les chiffres du mois d'août indiquent un léger ralentissement. L'indicateur d'activité économique (IOAE) a montré une augmentation mensuelle de 0,2 % en août, légèrement inférieure au taux de 0,3 % estimé pour le mois de juillet. Selon le groupe financier Monex, aucun ralentissement économique significatif ne devrait être attendu en septembre. Il serait donc probable que la croissance pour le T3 2023 se situe autour de 0,9 % g.t, soit potentiellement le trimestre le plus performant de l'année.

Selon le Ministre des Finances et du crédit public, M. Ramírez de la O, le Mexique aurait besoin d'environ 100 Mds EUR par an pour lutter contre le changement climatique, ce qui équivaut à 5,4 % du PIB. Le Ministre a précisé que, le Mexique, étant hautement exposé aux conséquences du changement climatique, se doit d'augmenter et de réaffecter ses ressources financières publiques et privées vers des activités à faibles émissions de GES et à plus grande rentabilité sociale. Au cours de l'administration actuelle, plusieurs actions stratégiques ont été menées en vue de positionner le Mexique comme un pays *leader* dans la région en termes de financement durable. Un exemple clair est la consolidation du marché de la dette durable, qui a mobilisé environ 42 Mds EUR entre les gouvernements fédéraux et sous-nationaux, les banques de développement et le secteur privé. Par ailleurs, le développement d'une taxonomie durable a marqué une étape importante dans la promotion des investissements responsables ainsi que dans l'élaboration d'instruments financiers durables de la plus haute qualité.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB du Mexique pour 2023, annonçant 3,3 %, contre 2,6 % lors des dernières estimations de juin. Cette nouvelle prévision de croissance se situe près de la limite supérieure de la fourchette révisée par le gouvernement fédéral, qui est comprise entre 2,5 % et 3,5 %. Elle témoigne également d'une performance anticipée plus favorable que celle du consensus du marché, établi à 1,7 %. La perspective d'une meilleure performance de l'économie américaine, qui exclut la possibilité d'une récession, a été un facteur déterminant pour cette correction.

En 2022, le coût de l'insécurité et de la criminalité s'est élevé à 17 Mds EUR, selon l'enquête Envipe (Encuesta Nacional de Victimización y Percepción sobre Seguridad Pública) de l'Inegi. Ce montant était équivalent à 1,08 % du PIB total, soit une hausse de 0,03 points de pourcentage par rapport à l'année précédente (1,05% du PIB). Cela signifie qu'en termes relatifs et absolus, les dépenses engagées par la population pour faire face à la criminalité ont été plus élevées en 2022. Le coût de la criminalité reflète la somme totale que les ménages ont dû dépenser pour éviter d'être victimes d'un acte criminel ou pour réparer les dommages causés par un tel acte.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des Finances et du crédit public explique que le creusement de la dette au cours des six dernières années, (+5,4 points de PIB en 2024 par rapport à 2018) est due à l'élévation des taux d'intérêt et aux pressions inflationnistes. Toutefois, la dette proposée dans le programme économique de 2024, équivalant 48,8 % du PIB, devrait être inférieure au pic atteint en 2020. Pour le ministre des Finances, M. Ramírez de la O, ce tel niveau d'endettement ne compromettait pas la soutenabilité des finances publiques du pays. De plus, il a mentionné que le déficit budgétaire prévu pour 2024, équivalent à 4,9 % du PIB, intègre une augmentation de 1,5 % due à des taux d'intérêt plus élevés affectant la dette publique et l'inflation. Il a précisé qu'en excluant l'effet exceptionnel de la hausse des taux d'intérêt, le déficit pourrait s'établir à 3,4 % du PIB, ce qui équivaut à un taux similaire à celui de l'année précédente.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Commission fédérale de l'électricité (CFE), l'opérateur public d'électricité, devrait investir au moins 750 M USD dans le mégaprojet qui vise à étendre le Réseau national de transmission (RNT) dans le nord, nord-ouest, et l'ouest du pays. Ce projet intégrerait plusieurs dimensions dont l'extension du réseau, mais aussi l'incorporation de divers équipements assurant la stabilité et la qualité du réseau. Plus précisément, quatre équipements de puissance réactive dynamique (STATCOM) de pointe seront installés. Il s'agit de compensateurs statiques qui améliorent la tension, la fréquence, le flux de puissance et la stabilité des systèmes de transmission, assurant ainsi la régulation et la protection contre d'éventuels problèmes sur le réseau. Afin de financer ce projet de grande envergure, la CFE aurait le soutien de Fibra E, un fonds d'investissement public spécialisé dans les projets d'infrastructures énergétiques. En outre, la CFE a présenté le projet à 44 entreprises et la Chambre nationale de fabrication d'équipements électriques (Caname). Toutefois, ce mégaprojet resterait sous la tutelle de l'État.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 20/09
Bourse (IPC)	1,91%	+11,55%	52507,23 points
Change MXN/USD	-0,12%	-13,95%	17,09
Change MXN/EUR	0,05%	-7,05%	18,22
Prix du baril mexicain	2,78%	7,07%	87,64

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le projet de loi de finances pour 2024 de 15,84 Mds USD prévoit des recettes courantes de 12,26 Mds USD financée à 79 % par les recettes fiscales. Les recettes financières atteindraient 2,14 Mds USD et les recettes en capital 8,78 M USD. Les impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les taxes à l'importation représentent 60 % des recettes courantes et les impôts directs 24 %. La structure des recettes proposée pour le budget 2024 change peu par rapport aux budgets des années précédentes. La TVA intérieure et à l'importation ainsi que l'impôt sur le revenu, dont les montants collectés augmentent chaque année, restent les impôts qui génèrent le plus de revenus.

Energuate, la plus grande société de distribution d'électricité d'Amérique centrale, change à nouveau de propriétaire. Elle passe aux mains de de la société britannique Threelands Energy qui sera le cinquième propriétaire d'Energuate depuis sa privatisation sous le gouvernement

d'Álvaro Arzú à la fin des années 1990. Ses actifs étaient détenus depuis 2017 par I Squared Capital, fonds d'investissement américain, sous la direction duquel les clients d'Energuate sont passés de 1,7 M à 2,3 M. Les détails du montant de la transaction ne sont pas connus, mais il a été révélé que l'entreprise britannique a acquis 90 % des actions du distributeur d'électricité.

Selon un rapport de l'Inter-American Dialogue, le Guatemala sera en 2023 le deuxième destinataire de *remesas* du continent derrière le Mexique, avec 20,33 Mds USD. Ce niveau représente 20 % du PIB et 14,2 % du montant total de *remesas* reçues en Amérique Latine & Caraïbes. De janvier à août 2023, les *remesas* reçues au Guatemala ont atteint 13,74 Mds USD, et les montants mensuels devraient être plus importants jusque-là fin de l'année en raison de l'augmentation saisonnière des *remesas* associée aux fêtes de fin d'année. Au total, l'Inter-American Dialogue prévoit une hausse de 7,5 % g.a des *remesas* au Guatemala pour l'année 2023.

2. EL SAVADOR

La CAF a approuvé un prêt de 77 M USD au Salvador pour la mise en place d'un système de télémédecine, sans préciser les conditions financières. L'objectif de ce programme est d'améliorer l'accès et la couverture des soins aux Salvadoriens grâce à la création d'une plateforme digitale et des sessions de formation pour plus de 1000 professionnels de la santé, futurs utilisateurs de cet outil. Selon la CAF, plus de 4 millions de Salvadoriens devraient en bénéficier.

Selon l'agence de notation SCRiesgo, filiale de Moody's, le taux de remplacement pour les retraites des Salvadoriens est le plus bas d'Amérique centrale. Cette part de l'ancien revenu des salariés perçu une fois en retraite s'élève à 33 % au Salvador pour les cotisants aux fonds de pension privés, Confié et Crecer. L'Organisation Internationale du Travail recommande un seuil minimum indicatif à 40 %. En Amérique latine, ce taux s'élève en moyenne à 65 %, la Bolivie (31 %), Haïti (31,5 %) et El Salvador occupant les dernières places du classement. La réforme des retraites de 2022, bien qu'ayant augmenté le taux de cotisation d'un point (de 15 % à 16 %), était finalement davantage un outil fiscal pour réduire la dette publique qu'une réforme de fond, permettant d'augmenter le nombre de cotisants et le niveau des cotisations, ou d'améliorer la rentabilité des fonds de pension, qui prêtent la majorité de l'épargne de leurs cotisants au gouvernement, à des taux d'intérêts faibles. Pour rappel, seuls trois Salvadoriens sur 10 cotisent pour la retraite, du fait du taux d'informalité élevé de l'économie.

Deux ans après l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale, son usage reste marginal et les dépenses budgétaires engagées pour sa mise en œuvre, évaluées à 329 M USD selon la fondation Cristosal, peu transparentes. Entre autres, le gouvernement aurait dépensé 150 M USD pour le Fidebitcoin, fonds public à la gestion opaque mis en place pour assurer la circulation et liquidité du Bitcoin ; 121 M USD pour l'achat de Bitcoins et 30 M USD pour le « bono de bienvenida » de 30 USD octroyé à chaque Salvadorien en échange de l'ouverture d'un compte Chivo Wallet, application de paiement en Bitcoin gérée par l'Etat. Pourtant, le Bitcoin reste très peu utilisé : entre septembre 2021 et juillet 2023, seules 1,49 % des remesas ont été envoyées par le biais du Chivo Wallet selon la Banque centrale et seuls 2,7 % des Salvadoriens avaient utilisé le Bitcoin pour effectuer des transactions du quotidien en 2022.

3. PANAMA

Le Canal de Panama a présenté le projet de construction d'un réservoir/barrage sur le Rio Indio, ouvrage d'une valeur de 890 M USD, et propose aussi la construction d'une usine de traitement des eaux du Lac Bayano à destination de la consommation humaine, un projet estimé à 450 M USD. L'administrateur du Canal de Panama (ACP), Ricaurte Vásquez, a précisé que les documents d'appel d'offres pour ces projets qui réduiront la pression sur la voie navigable devront apparaitre d'ici mai 2024. Le budget du canal prévoit 1,8 Md USD pour un ensemble de

projets hydrauliques financés sur fonds propres. Le projet du Rio Indio est confronté à un obstacle juridique, puisque la loi n°28 du 18 juillet 2006 approuvé par le référendum sur l'expansion du canal et affirme qu'« aucun réservoir ne sera construit pour le fonctionnement du troisième jeu d'écluses ». La loi doit être modifiée ou abrogée pour permettre la construction du réservoir par l'ACP.

Le Canal de Panama s'engage à garantir une indemnisation aux habitants de Río Indio affectés par le projet de barrage. Aristides Royo, le Ministre des affaires du canal et président du conseil d'administration de l'ACP, a confirmé que le fleuve Indio constituait la meilleure alternative pour le canal : "Certaines personnes devront être évacuées, bien sûr, mais tous les habitants ne devront pas quitter le bassin du fleuve Indio. Soyez assurés que s'il s'agit du canal de Panama, nous discuterons avec eux, nous les indemniserons et nous les déplacerons vers un autre site, c'est-à-dire qu'aucun préjudice ne sera causé aux habitants".

L'Aéroport International de Tocumen S.A. prévoit un budget de 324,1 M USD pour l'année 2024, en augmentation de 22,25% par rapport à 2023. Le directeur général de Tocumen S.A. Raffoul Arab, a présenté le découpage suivant du budget 2024 : (i) 142 M USD pour l'exploitation et la maintenance des deux terminaux, (ii) 88,8 M USD pour le paiement de la dette et (iii) 68,7 M USD pour les investissements. Les paiements de redevance à l'État pour 2023 sont estimés à 20 M USD, contre seulement 5 M USD en 2022 en raison de la pandémie.

Alors que le débat sur contrat de concession minière entre l'Etat et l'entreprise First Quantum Minera est en cours à l'Assemblée national et que les mouvements de contestation se poursuivent, le gouvernement panaméen a une position plus souple sur le contrat avec Minera Panama. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Federico Alfaro Boyd, a déclaré que le gouvernement attendra les recommandations de la commission législative qui visite cette semaine la mine de cuivre pour évaluer et faire des ajustements "si nécessaire". Il a déclaré que le gouvernement "est prêt à écouter, à clarifier les doutes et à améliorer" le projet de contrat.

Selon le rapport mensuel de l'Autorité pour la protection du consommateur et la défense de la concurrence (ACODECO), le panier familial moyen de base a atteint 290,34 USD en juillet 2023. Les prix de la viande, des œufs, des légumes et du sucre, entre autres produits, ont augmenté. Le panier le plus élevé a coûté 329,76 USD a été enregistré dans les supermarchés de la zone de Bella Vista (au centre de la ville) et le plus bas 273,66 USD a été enregistré dans les supermarchés de San Miguelito (à la périphérie de la ville).

La Direction générale des recettes (DGI) du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), a indiqué que les recettes courantes de l'état à la clôture préliminaire du budget pour l'année fiscale 2022-2023 au mois d'août 2023 s'élevaient à 4,3 Mds USD. Cela représente une augmentation de 65 M USD par rapport aux recettes collectées pour la même période de 2022. Le rapport indique que les encaissements préliminaires à la fin du mois d'août 2023 représentaient 90 % des prévisions budgétaires pour la période fiscale 2023 et dépassaient les résultats de la même période en 2022.

4. NICARAGUA

Selon la Banque centrale (BCN), la croissance du PIB s'élevait à 3,8 % g.a. au premier semestre de 2023. Cette croissance a été portée au second trimestre par le secteur hôtelier et de la restauration (+22,6 % g.a.), suivi du secteur de l'électricité (+ 16,4 % g.a.) et de la construction (+ 8,8 % g.a.). Ces deux dernières années, la croissance du PIB s'élevait à 10,3 % en 2021 et 3,8 % en 2022 selon la BCN. Pour 2023 et 2024, la CEPAL prévoit une croissance économique annuelle à 2,4 % et 2,1 %, respectivement.

L'inflation poursuit sa décélération et atteint 7,5 % g.a. en août, contre 8,2 % g.a. en juillet dernier. En février dernier, l'inflation avait atteint son pic de l'année en s'élevant à 11,1 % g.a. La Banque

centrale BCN a maintenu le taux directeur à 7 % depuis décembre 2022.

5. COSTA RICA

Selon le ministère des Finances, le montant des prêts internationaux attendus en 2023, provenant des versements de diverses organisations internationales, a diminué de 14 %. Au début de l'année 2023, une entrée de 1,2 Mds USD était attendue. Cependant, la Direction du crédit public indique que seulement 1,0 Md USD ont été approuvé. Cette réduction est due au fait que les 150 millions de dollars prévus dans le cadre de la Facilité de résilience et de durabilité du Fonds monétaire international (FMI) ne seront plus attribué cette année, mais en 2024.

6. HONDURAS

La dette extérieure du Honduras s'élève à 9,32 Mds USD à fin août, montant inférieur de 212 M USD à celui de décembre 2022, selon la Banque centrale (BCH). Sur le total de la dette extérieure, 71,5 % ont été contractés auprès d'organisations multilatérales, 16,8 % auprès de créanciers commerciaux et 11,7 % auprès de créanciers bilatéraux. En outre, 84,3 % de la dette a été contractée en dollars, 12,7 % en Droits de tirage spéciaux, 2,3 % en euros et 2 % dans d'autres monnaies. Pour rappel, le Honduras vient de conclure avec le FMI un accord pour un programme de 830 M USD sur trois ans visant à augmenter la marge de manœuvre budgétaire (soumis à l'aval du Conseil d'Administration du FMI le 21 septembre).

Le gouvernement rejette le prêt de 75 M EUR octroyé par l'Espagne pour la construction de trois hôpitaux à Santa Barbara, Ocotepeque et Olancho. En février 2023, à l'occasion du voyage en Espagne de la présidente Xiomara Castro, l'Espagne avait proposé un prêt d'un montant de 70 M EUR sur 60 ans avec un taux d'intérêt inférieur à 1 %, auquel s'ajoutait plus de 1 M EUR à titre de don pour les études de faisabilité. Par la suite, en juin, l'Espagne a déclaré qu'elle fournirait 5 M EUR supplémentaires pour augmenter la capacité de l'hôpital de Santa Barbara. Le gouvernement de Xiomara Castro vient toutefois d'annoncer le refus de toute aide au motif que les déboursements prendraient du temps et que le pouvoir exécutif souhaitait accélérer la construction en utilisant ses fonds propres. Aucune information n'a été donnée sur la source et la disponibilité des fonds propres qui seraient utilisés pour la construction des hôpitaux.

Le déficit commercial s'est résorbé de 9 % g.a. entre janvier et juillet 2023, atteignant 4,15 Mds USD selon la BCH. Sur la période, les exportations ont chuté de 6,3 % g.a. et les importations ont baissé de 7,3 % g.a. Les ventes du Honduras sont principalement destinées au marché nord-américain (Etats-Unis, Canada, Mexique) pour un montant de 3,9 Mds USD suivi du marché centroaméricain (1,59 Md USD) et de l'Europe (1,01 Md USD). Le principal produit d'exportation du Honduras est le café, avec des ventes de 6,25 M de quintaux d'octobre 2022 à juillet 2023 pour un montant de 1,27 Md USD selon l'Institut hondurien du café.

Caraïbes

1. CARAÏBES ORIENTALES

Selon l'Union monétaire des Caraïbes Orientales (ECCU), un gallon d'essence coute en moyenne 5,97 USD au sein de l'Union Monétaire, en légère baisse face au 6,09 USD/gallon fin 2022, mais à un niveau plus élevé qu'avant la pandémie (4,90 USD en 2019). Antigua-et-Barbuda a le niveau de prix plus bas, à 5,18 USD, par rapport aux autres pays membres de l'ECCU dont les prix atteignent jusqu'à 6,66 USD.

2. CUBA

Le gouvernement américain prépare de nouvelles mesures pour appuyer le secteur privé à Cuba. Ces mesures que pourrait prendre l'administration Biden, ont été annoncées dans la presse cubaine, sans pour autant avoir été

confirmées officiellement. Ces annonces viseraient à fournir un soutien financier et à développer les opportunités économiques du récent secteur privé cubain. L'ouverture de comptes bancaires aux États-Unis pour les entreprises privées, l'autorisation de transactions U-Turn pour les transferts de fonds (par le biais d'une banque intermédiaire) et la suppression des restrictions sur les services numériques figureraient parmi ces mesures. Ces initiatives s'inscrivent dans la nouvelle politique de « soutien du peuple cubain » appliquée depuis 2022 et qui a également inclus la levée d'une série de restrictions visant Cuba, notamment sur les procédures d'immigration, les transferts de devises et les liaisons aériennes.

3. HAITI

L'inflation haïtienne entame une phase de ralentissement depuis le mois de juin 2023. Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), l'indice des prix à la consommation a accusé au cours des mois de juin et juillet 2023 des variations annuelles respectives de 43,9 % et 39,8 %, contre 46,4 % pour le mois de mai. Cette hausse annuelle de 39,8 %, observée en juillet 2023, est attribuable particulièrement aux secteurs de la consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (0,1 % sur un mois et 38 % sur un an), "Articles d'habillement, chaussures" (0,9 % sur un mois et 32,7 % sur un an), Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (5,5 % sur un mois et 44,4 % sur un an) et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (1,3 % sur un mois et 34 % sur un an).

4. SAINTE-LUCIE

Le Premier ministre de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre a confirmé l'obtention d'un financement pour le projet de reconstruction de l'hôpital St-Jude, avec l'engagement du Fonds saoudien pour le développement pour un financement de 200 M EC, soit 74 M USD. Le financement saoudien permettra aussi la reconstruction du stade national George Odlum.

5. ANTIGUA

Le Premier ministre Gaston Browne à l'initiative d'un projet de prêt pour financer la modernisation des infrastructures de l'APUA, en charge des infrastructures de télécommunication a annoncé un prêt de 168 M EC, soit 62 M USD garanti par le gouvernement. Le projet, approuvé par l'Assemblée en 2020, soutiendra l'initiative Fiber to Home, le recâblage et les installations de câbles sous-marins. L'objectif de cette aide financière est de renforcer le réseau de distribution de l'APUA et d'entreprendre la modernisation d'infrastructures essentielles.

6. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La République dominicaine devient actionnaire (série A) de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF). Le ministre des Finances, Jochi Vicente, qui a participé à la 169ème réunion du conseil d'administration de la CAF tenue à Saint Jacques de Compostelle, a indiqué que cette intégration permettra à la République Dominicaine d'obtenir un meilleur accès aux assistances techniques et aux financements de projets à des conditions plus favorables. Dans le pays, la CAF a déjà appuyé plusieurs initiatives visant à soutenir le développement national, comme l'expansion de l'aqueduc oriental de *Barrera de Salinidad* et l'octroi de ressources non remboursables pour le programme d'aide d'urgence généré par le Covid-19.

7. GRENADE

Le Royaume-Uni a annoncé un investissement de 25 M USD pour mettre en place un régime d'assurance abordable afin de protéger les services essentiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays des Caraïbes exposés aux catastrophes naturelles. La Caribbean Water Utility Insurance Collective (CWUIC), qui fera partie du CCRIF SPC (anciennement le Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility), a été lancée avec le soutien

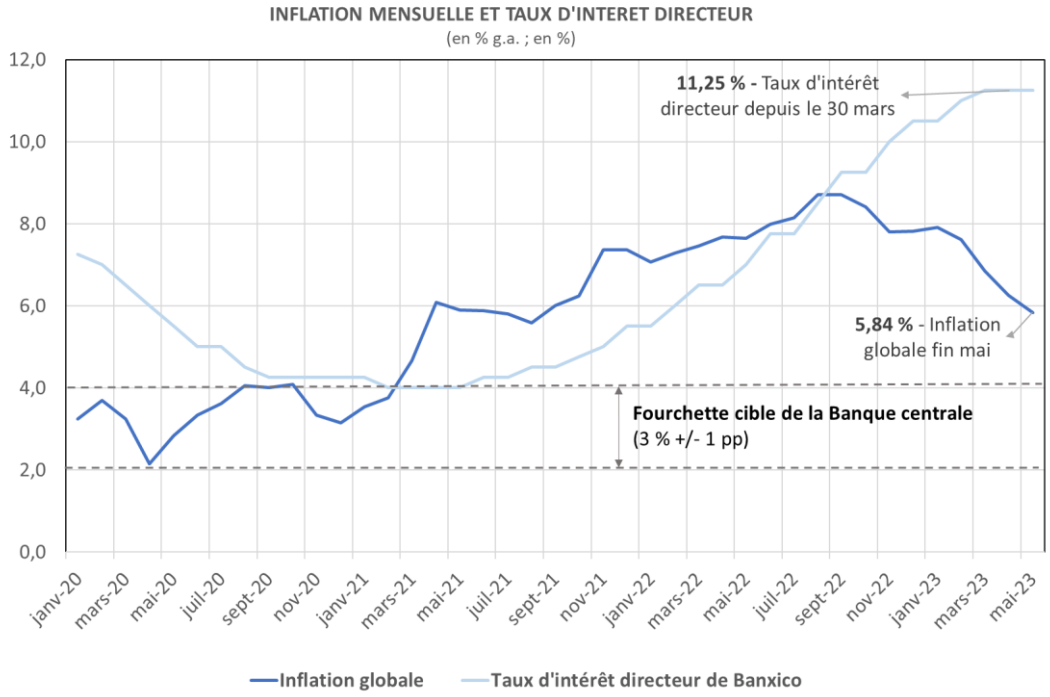
du Royaume-Uni. Tous les services d'eau et d'assainissement des Caraïbes sont encouragés à s'inscrire et à bénéficier d'une assurance à des taux nettement inférieurs à ceux du marché et d'investissements visant à accroître la résistance aux catastrophes. Les subventions britanniques permettront également aux entreprises du Belize, de la République dominicaine, de la Jamaïque, d'Haïti, du Guyana et du Suriname d'utiliser cette assurance. Le programme devrait être étendu prochainement pour couvrir les risques liés à la sécheresse.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

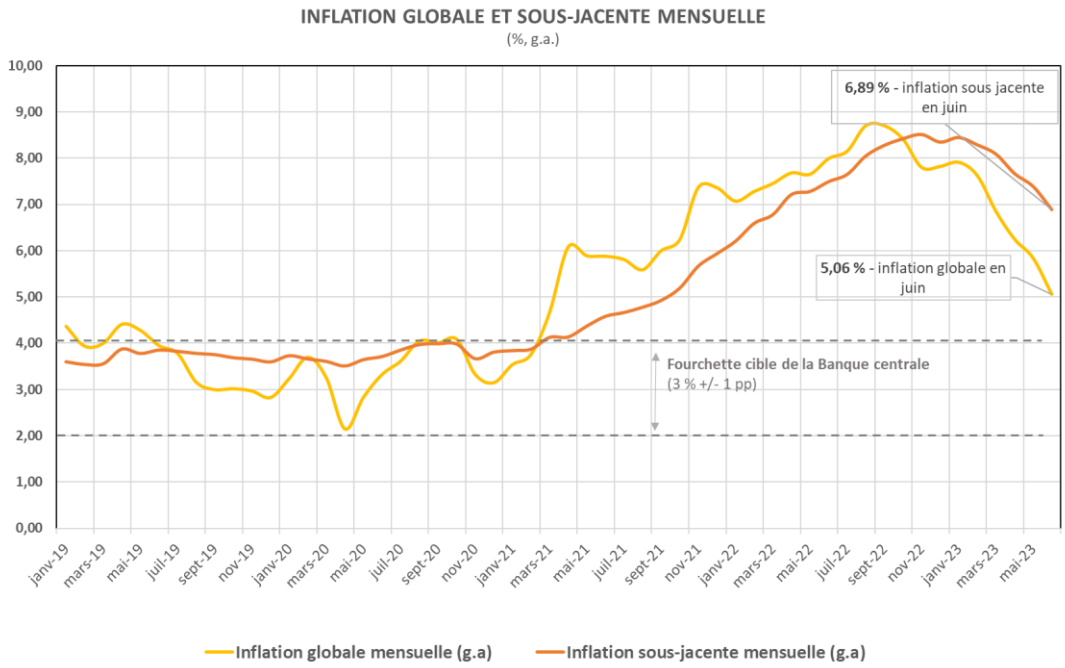
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

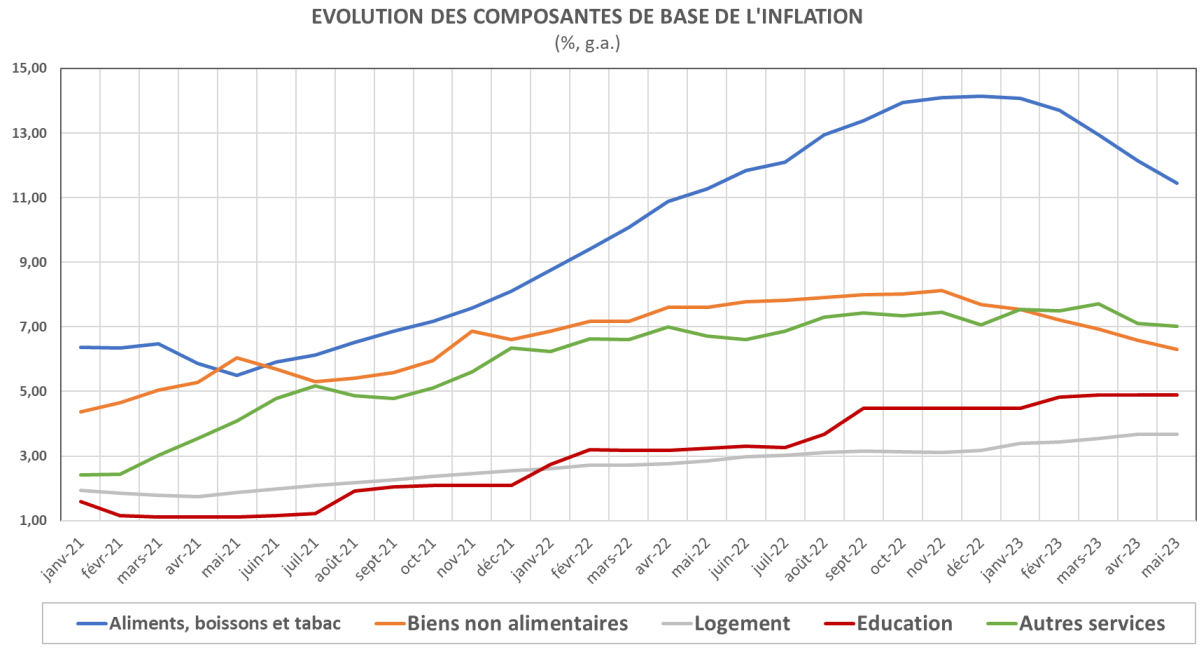
–Annexe Graphique – Mexique –



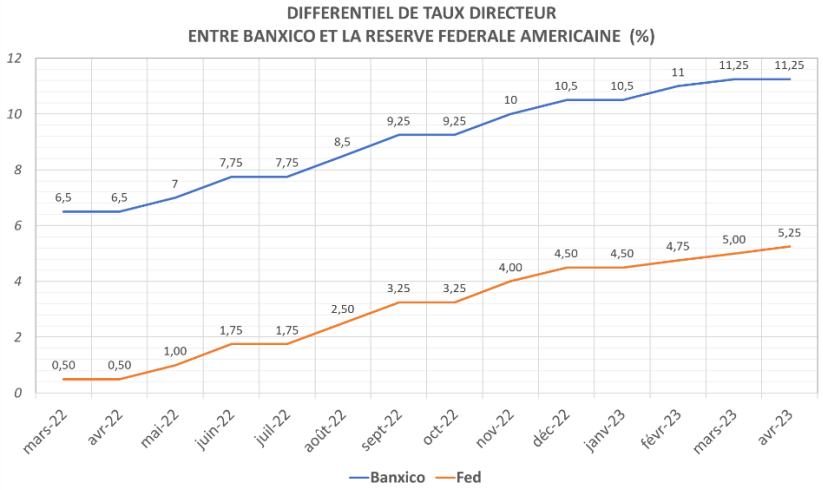
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

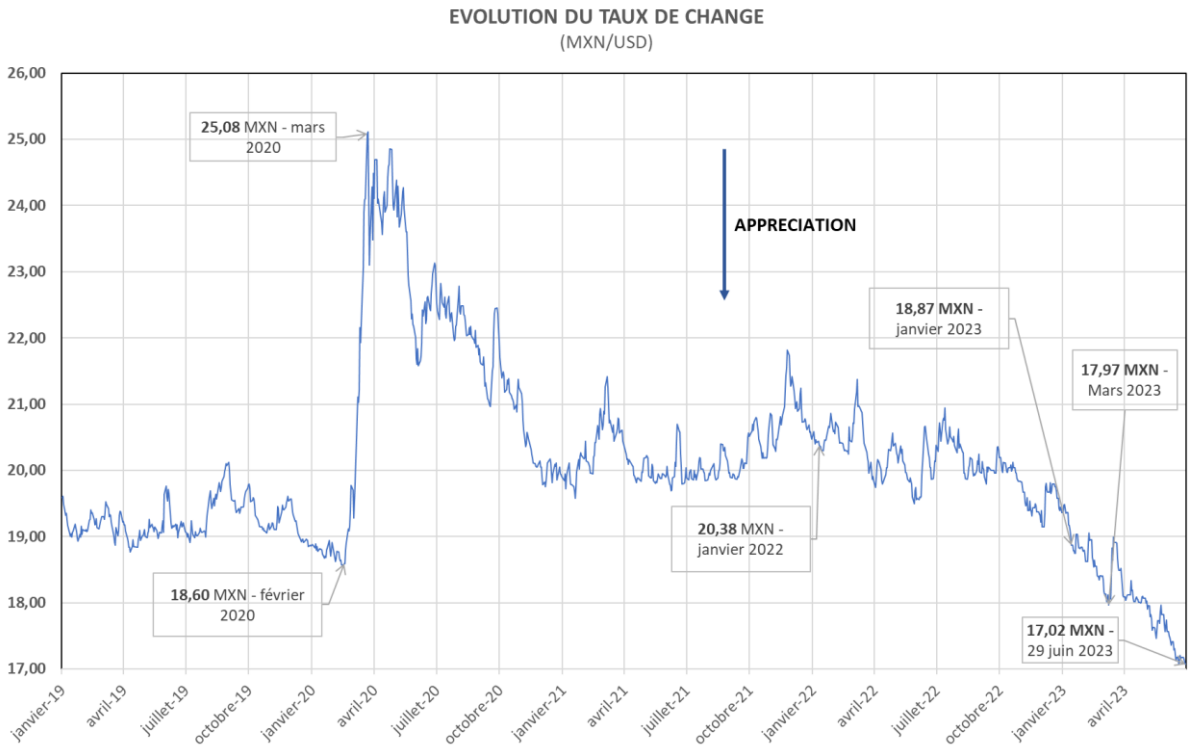


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

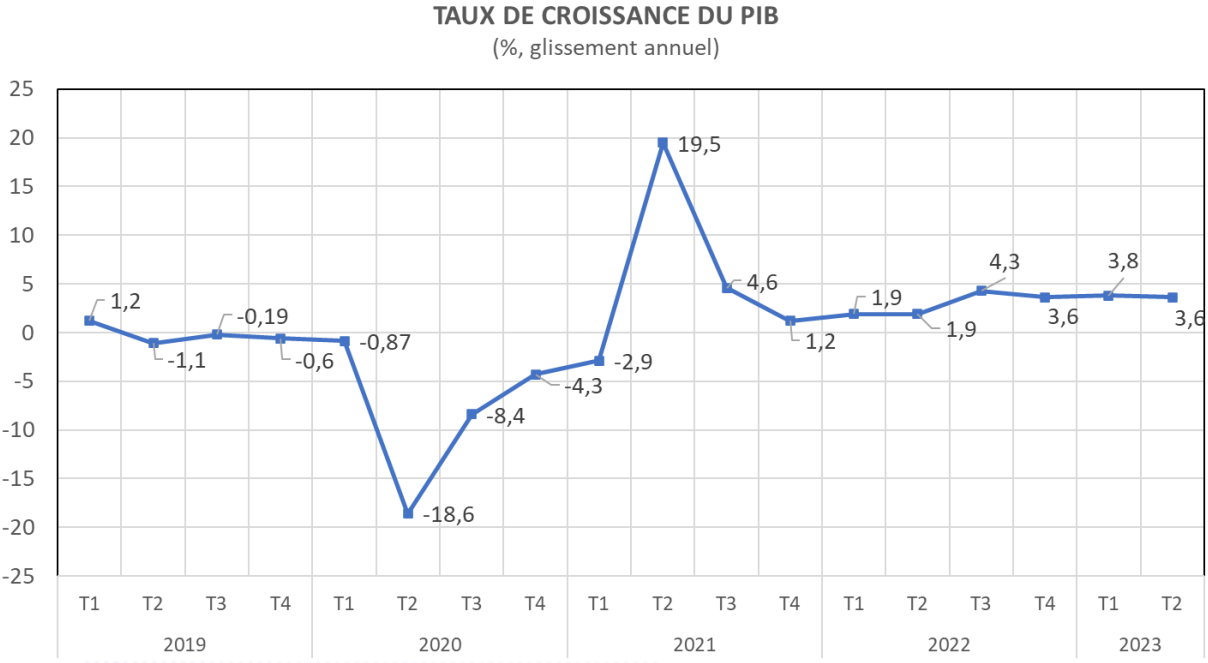


date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

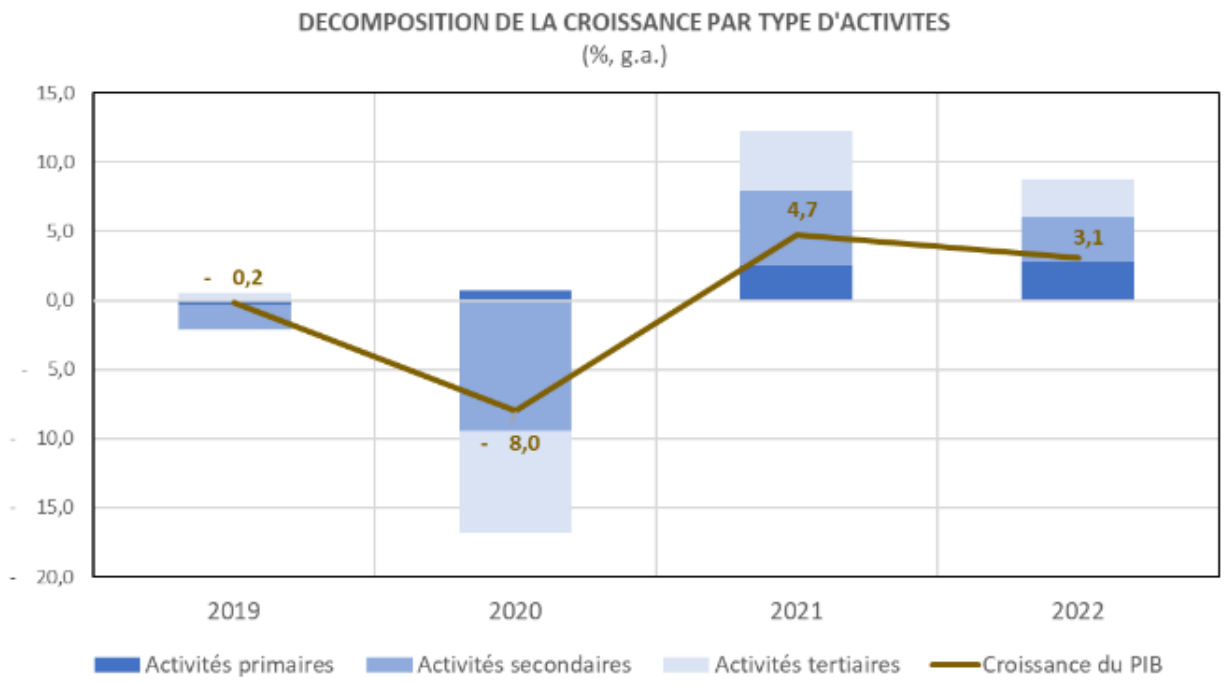
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine



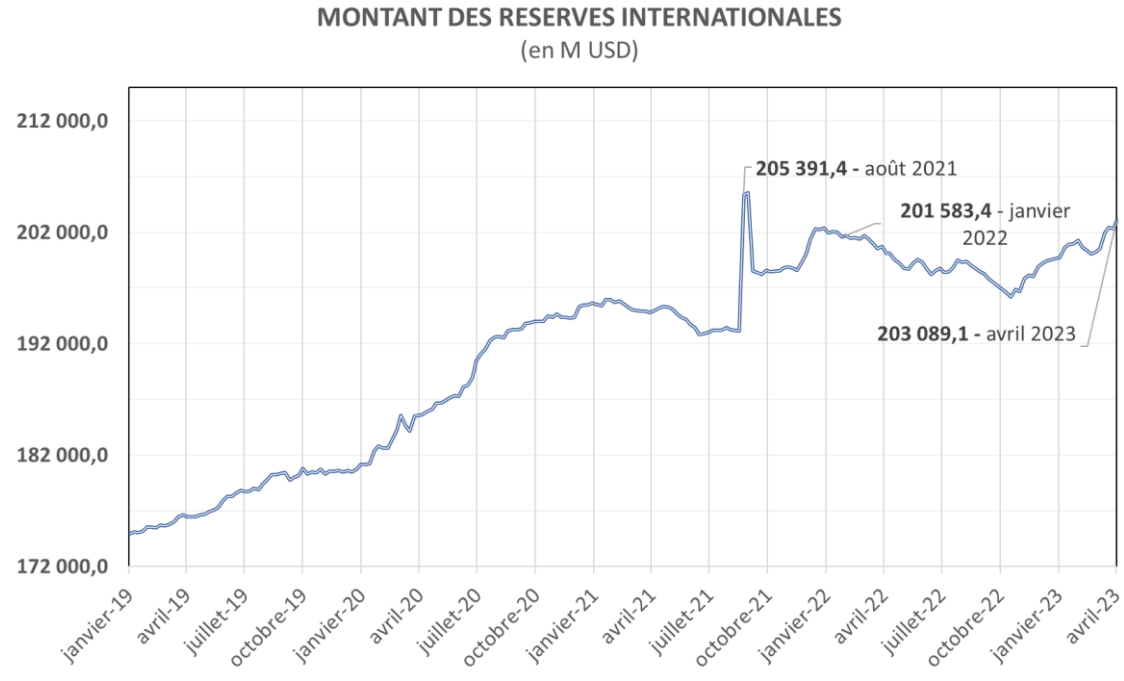
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique